

Arrêté

Générale

modern

Arrêté n° 2009-0421/PR/MID prescrivant le ravalement des façades de la Ville de Djibouti à l'Occasion du 32ème Anniversaire de l'Indépendance.

n° 2009-0421/PR/MID

Ministère

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DE LA DÉCENTRALISATION

Date de publication

30 mai 2009

Numéro JO

n° 10 du 31/05/2009

Date du numéro

31 mai 2009

INTRODUCTION

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT

VISAS

VU La Constitution du 15 septembre 1992

VU L'Ordonnance LR-008 du 30 juin 1977

VU Le Décret n°2008-0083/PRE du 26 mars 2008 portant nomination du Premier Ministre

VU Le Décret n°2008-0084/PRE du 27 mars 2008 portant nomination des membres du Gouvernement.

TEXTE INTÉGRAL

Article 1

DEFINITIONS Pour l'application du présent arrêté, les termes employés s'entendent comme suit

- La ville de Djibouti comprenant la zone suburbaine, mais non l'enceinte Portuaire qui fera l'objet de mesures particulières de nettoyage à la diligence de la Direction du Port
- Les immeubles concernés comprennent tous les édifices quels que soient leur destination, leur propriétaire, leur état et la nature de leurs matériaux (à la seule exception des toukous, cabanes ou abris provisoires, dans la mesure où ils sont admis ou tolérés) y compris les clôtures et les équipements urbains fixés ayant ou non le caractère de dépendance de la voie publique (poteaux, grille, mur soutènement)
- Les façades s'entendent non seulement de toutes les parties apparentes de la voie publique, mais également des façades sur cours et jardins
- Le terme de ravalement s'applique à tous les procédés nettoyage par grattage, jet de sable et d'eau. Il implique éventuellement recrépissage des enduits et le traitement particulier de soubassement.

Article 2

Les façades de tous les immeubles de la ville de Djibouti devront, à la diligence de leurs propriétaires ou de leur représentants qualifiés, être ravalées, recrépies, badigeonnées ou repeintes avant le 25 Juin 2009. Sont dispensés de cette obligation les immeubles de bonne apparence, dont les propriétaires sont en mesure de justifier que les travaux prescrits ont déjà été effectués :* Depuis moins de trois ans pour les immeubles en dur ;* Depuis moins d'un an pour les immeubles en matériaux provisoire.

Article 3

Les travaux prescrits par le présent arrêtés sont dispensés de permis de construire, ils sont cependant soumis à l'obligation de respecter les règles de l'Art, et pour les peintures, enduits ou badigeons, l'usage de la couleur blanche ou de teintes claires est obligatoire, sauf autorisation écrite du Maire de la Ville de Djibouti.

Article 4

Les contrevenant aux prescriptions du présent arrêté sont passibles de peines d'amendes prévues par la délibération n°7/91 du 08 Juin 1977, relative à la propreté et à l'embellissement de la ville de Djibouti.

Article 5

Le Ministre de l'Intérieur, le Maire de la Ville de Djibouti, le Préfet, les Sous-préfets ainsi que les Président des Communes territorialement compétents sont chargés de chacun en ce qui le concerne d'exécuter les prescriptions du présent arrêté et de faire constater les contraventions.

Article 6

Le présent arrêté sera enregistré, publié selon la procédure d'urgence et exécuté partout où besoin sera.
